Alain Guéry,
Paris, le 2 avril 2025[1]

Le feu au lac
(réponse à Pierre Vermeren – sur le déclin français et comment le combattre)

Pierre Vermeren est historien, spécialisé dans l'étude des sociétés arabes et berbères de l'époque contemporaine. Professeur à la Sorbonne, il n'hésite pas à intervenir dans des revues de plus grande diffusion que celles des spécialistes pour éclairer les débats citoyens qui relèvent de sa compétence. En témoigne récemment son interview donné au numéro d'avril de la *Revue des Deux Mondes* consacré à l'Algérie et au cas, douloureux, de l'écrivain Boualem Sansal. Les problèmes qu'il soulève dans le dernier numéro de *Causeur* relèvent de son intérêt pour la crise économique rampante, mais d'ampleur croissante, qui nous frappe, où il n'hésite pas à donner un rôle à l'immigration. Je ne reviendrai pas sur ce qu'il écrit dans l'article. Mais à un constat juste, il est possible d'apporter quelques compléments, car « le diable se niche dans les détails », comme disait l'historien d'art Aby Wartburg. L'exemple typique concerne le diptyque économies budgétaires vs hausses d'impôts, qui ainsi formulé, n'a aucun sens. « Quelles économies budgétaires et quelles hausses d'impôts ? » serait la bonne question, au profit de qui et de quoi et aux dépends de qui et de quoi dans les eux cas.

Côté dépenses, il y a des économies budgétaires possibles dans les trop nombreux « comités Théodule » qui se cachent sous le terme plus officiel, donc respectable, d'« agences » qui, en fait, doublent de manière médiatique tels ou tels contrôles administratifs. D'autres seraient à faire dans ces doublements suspects que sont les recours à Mc Kinsey et autres homologues français intervenant sur des dossiers que traitent déjà des administrations compétentes pour trouver les solutions aux mêmes problèmes. Les financements publics d'associations dont l'action est ciblée sur des questions trop étroites ou particulières pour relever du bien commun doivent-ils perdurer ? L'obsession du contrôle, parfois tatillon et redondant jusqu'à l'inefficacité, mériterait d'être interrogé, y compris sur le nombre de fonctionnaires bureaucrates aux attributs pas toujours bien définis dont elle retient l'attention. Concomitamment, la question de l'effacement de certains services public au contact des citoyens sans que cela ne se traduise jamais par des baisses de dépenses budgétaires et donc d'impôts, mériterait d'être posée convenablement. Celle du coût exorbitant de l'informatisation de toute activité gestionnaire et administrative, des complications et des pertes de temps inutiles qu'elle entraine, mériterait tout autant de l'être fondamentalement.

Les Parisiens ont pu observer au quotidien l'évolution de ce type de question avec le cas de la RATP. Dans les plus petites stations, il y avait autrefois deux poinçonneurs de contrôle des billets, un vendeur de billets et un chef de station sur un quai, soient quatre personnes qu'il faut multiplier par un peu plus de deux pour une ouverture de 6 h à 24 h. ; disons un minimum de 8 personnes. La plupart des stations avaient quatre poinçonneurs de contrôle des billets et donc 12 personnes. Les grandes stations de correspondances bien plus. Dans chaque rame de métro il y'avait un machiniste et un chef de rame qui fermait les portes et donnait le départ. De tous ces employés il ne reste plus qu'une personne en station et une dans les rames, aucune dans celles des lignes automatisées. Pourtant, le nombre de personnes employées par la RATP n'a cessé d'augmenter. On pourrait multiplier les exemples pour aboutir aux mêmes résultats : le nombre de ceux qui font effectivement le travail, employés au contact des publics, usagers ou clients, ouvriers

[1] *NDE :* pour un aperçu du travail de l'auteur voir https://www.researchgate.net/profile/Alain-Guery-2 L'historien m'a accordé dernièrement un entretien pour *Fréquence Populaire* intitulé « Vive la Nation », voir https://www.youtube.com/watch?v=z34NtVA5DM4&t=4s

d'atelier, paysans de toute sorte, etc. ne cesse de baisser pour des unités de service ou de production dont l'ensemble du personnel augmente continument.

Côté impôts, il en va de même. Quelles entreprises appliquent véritablement aujourd'hui la règle, tacite mais fondamentale à tous points de vue, des trois catégories de financements que permettent leurs profits ? La distribution de ces derniers, à part égale entre les investissements, les salaires et les dividendes d'actions, est le meilleur moyen d'assurer la pérennité des entreprises ; l'expérience l'a montré, n'en déplaise aux modèles économiques complexes parce que financièrement échevelés. Seuls les dividendes versés font désormais leur réputation, y compris pour celles qui touchent des aides d'État dont une part se retrouve donc dans ces dividendes ! Les crédits alloués pour leur recherche s'étendent aux entreprises de commerce dont les résultats en ce domaine ne relèvent pas de l'évidence. Ne serait-il pas plus simple de réduire les impôts de production, de réaffirmer la règle de dépense des trois tiers des profits en taxant ces derniers de manière progressive, au-delà d'un seuil, permettant ainsi que des investissements soient réalisés et les salaires, révisés en hausse s'il y'a eu hausse. Pour qu'une telle politique économique, via la fiscalité, réoriente les activités des entreprises vers la production plutôt que vers la spéculation financière, il convient que leur personnel soit informé sur leur état financier, sur les investissements qu'elles réalisent pour la pérennisation de leur production et sur ceux à envisagés à plus long terme pour des projets nouveaux, ce qui suppose l'entrée des représentant du personnel dans les conseils d'administration.

Concernant l'industrie et les délocalisations, c'est un changement radical de politique économique qu'il faut envisager. Il se résume en deux sortes de premières mesures : quitter L'Union Européenne, abandonner l'Euro et revenir au Franc. Il conviendrait alors de reconstituer le plan à la française en évitant de le confier à des hommes - ou femmes - incompétents parce que ne croyant pas, en bon libéraux, à son utilité. Messieurs Lecanuet sous Giscard et Bayrou sous Macron relèvent de ce cas de figure. Quand la direction du plan a été confiée à Monsieur Lecanuet par le président de la République Giscard d'Estaing, tous les Français ont su que l'ère gaulliste était terminée. S'en est suivie de curieuse déclaration dudit Giscard sur sa mission consistant à accompagner le relatif déclin de la France. François Mitterrand n'a fait que lui emboiter le pas en se faisant élire sur la contestation de cet étrange « programme » en lui opposant un autre « programme » qui n'a duré que deux ans avant de bien montrer la justesse de celui de Valéry Giscard d'Estaing, en défaisant systématiquement ce que le président Charles De Gaulle avait bâti. Il demeure cependant que Valéry Giscard d'Estaing a promu les travaux du Train à Grande Vitesse, inauguré par son successeur François Mitterrand. Je défie quiconque de me dire quels projets ont été lancés par François Bayrou lors de son passage à la direction du plan !

Parler aujourd'hui de l'immigration en France pose de multiples problèmes, pour des raisons très diverses, l'une des plus insupportable étant ce qu'il est convenu d'appeler : le « wokisme », qui consiste à nier qu'elle pose désormais problème. De curieux interdits sont jetés sur ceux qui pensent à dresser, préalablement à toute politique interventionniste dans ce domaine, un inventaire de ce problème, au moyen de l'analyse démographique de cette immigration et même mieux, des immigrations et émigrations dont la France est l'enjeux, la seconde étant généralement passée sous silence, bien qu'elle soit tout autant préoccupante (puisqu'elle concerne les plus formés des plus jeunes des Français !). L'argumentation de la nécessité de faire venir en France des « travailleurs » pouvant occuper « les métiers en tension », que des jeunes Français soucieux de leurs « soirées », de leurs week-end et de leurs vacances dédaignent, annule toute la théorie économique libérale du travail. Pour cette marchandise comme une autre, il est convenu, contre la théorie, que son « coût » doit demeurer bas sur le marché qui est censé le réguler, même en cas de rareté !

Du point de vue de la politique économique, il y'a quand même une certaine contradiction à affirmer la nécessité de faire venir une immigration de travail quand on délocalise les usines de

production des entreprises françaises dans des pays où les salaires sont moindres qu'en France, parfois dans ceux d'où viennent les immigrants ! Va dans ce sens l'évaluation de certains économistes quant-au résultat d'une telle politique migratoire : ils fixent le taux de chômage des immigrés au double du taux de chômage général ! Pour prendre le seul exemple de l'automobile : Peugeot, Renault et Citroën sont les trois marques d'automobiles les plus importées en France. Or ce sont trois marques françaises. Il est vrai que l'essentiel de ce que nous consommons est produit à l'étranger. Et nous avons découvert que des produits de première nécessité relevaient désormais de productions étrangères, dans l'alimentation ou la pharmacie par exemple. L'interprétation de Pierre Vermeren selon laquelle il ne s'agit plus de faire venir des producteurs de biens et de services en l'absence de moyen de production, mais principalement des consommateurs, est juste. Il a également raison, de ce point de vue, de montrer la contradiction qui consiste à fournir un revenu à ces immigrants consommateurs par des aides sociales, tout en se plaignant de dépenses sociales plombant le budget (côté dépenses) et de l'endettement public qui en résulte. On pourrait ajouter que les actuels fondations démographiques de la vie économique française rendent inepte un traitement des problèmes qui leur sont liés tant par une politique de l'offre que par une politique de la demande ! Cela s'appelle une impasse.

Mais le problème qu'il soulève des rapports entre immigration et désindustrialisation par délocalisation déborde ces choix entre économie de la demande et économie de l'offre. Il ouvre sur des questions de formation, en particulier concernant les savoir-faire. La France a le triste record du plus grand nombre d'école de commerces et d'étudiants en commerce d'Europe ! Pour la plupart d'entre elles, ses écoles donnent des enseignements de savoir-faire de faible niveau. Les savoir-faire industriels proprement dits ont disparu en France. Nous l'avons vu par exemple quand il a fallu ouvrir des concours internationaux pour retrouver des spécialistes de la soudure en milieu de centrales nucléaires ; ce sont des ouvriers américains qui ont été recrutés aux États-Unis à prix d'or pour faire un travail très précis et spécialisé ! Les garages automobiles ne trouvent déjà plus de régleurs-metteurs au point de moteur thermiques. Beaucoup d'ateliers locaux, même sous concession de marque, ferment, mettant des populations équipées de véhicules d'occasion dans l'embarras. Du côté de métiers moins spécialisés, en ville, les peintres en bâtiments sont toujours recrutés dans la population immigrée, principalement maghrébine et noire-africaine. À la campagne, les enfants des artisans locaux en bâtiment refusent de succéder à leurs pères et ce sont les immigrés qui ont été les employés de ceux-ci qui prennent le relais. Par contre, ils refusent le travail de l'agriculture. Les récoltes de fraises se font par venue de jeunes Roumains pour la durée des récoltes. Les producteurs ne veulent pas entendre parler des jeunes Français pour celles-ci. Ils les trouvent « branleurs » et pas « fiables ».

J'ai trouvé ce papier de Vermeren juste. Je suis d'accord pour la « sanctuarisation » de secteurs économique cruciaux pour l'avenir du pays. Il conviendrait de commencer par l'agriculture. L'abandon de l'agriculture, qui a commencé avant celui de l'industrie, est une catastrophe sans nom. Il est possible de dire que hormis pour les productions exotiques (café, thé, fruits exotiques, épices, etc..), et hormis durant les périodes de crises historiques diverses dont la France n'a pas manqué, l'agriculture française a toujours su produire le nécessaire des « commodités », dans le sens ancien de ce mot de biens permettant l'aisance matérielle quotidienne d'un peuple, indispensables au pays. Et ceci des Gaulois à nos jours. C'est la première fois, sur deux millénaires, que le même pays importe jusqu'à la moitié de ses « commodités » ! Et ceci dans l'indifférence de ses élites de rentiers divers qui se gavent avant l'échéance du feu au lac.